

OMPI



ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
GENÈVE

WIPO/ACE/5/2

ORIGINAL : anglais

DATE : 28 septembre 2009

F

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'APPLICATION DES DROITS

Cinquième session
Genève, 2 – 4 novembre 2009

ACTIVITES DE L'OMPI DANS LE DOMAINE DE L'APPLICATION DES DROITS
DE PROPRIETE INTELLECTUELLE, Y COMPRIS LE CONGRES MONDIAL SUR LA
LUTTE CONTRE LA CONTREFAÇON ET LE PIRATAGE

TRAVAUX FUTURS DU COMITE CONSULTATIF
SUR L'APPLICATION DES DROITS (ACE)

Document établi par le Secrétariat

I. ACTIVITES DE L'OMPI DANS LE DOMAINE DE L'APPLICATION DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

1. Pour permettre au Comité consultatif sur l'application des droits de passer en revue les activités de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) dans ce domaine, le Secrétariat a établi un résumé des activités traitant ou abordant les questions relatives à l'application des droits organisées par l'OMPI, ou qui se sont tenues avec la participation de l'Organisation. Les paragraphes 2 à 14 ci-après décrivent ces activités. Ces activités ont été réalisées par l'intermédiaire de la Division de l'application des droits et des projets spéciaux de l'OMPI, en étroite coopération avec les autres secteurs de l'OMPI concernés.

A. Consultations avec les États membres de l'OMPI concernant les travaux de l'ACE

2. À la quatrième session de l'ACE, en l'absence d'un accord sur le thème de la cinquième session, le président a invité les États membres à poursuivre les consultations et à présenter au Secrétariat des propositions de thème. En conséquence, le Secrétariat a reçu des propositions écrites des divers groupes régionaux et a convoqué une série de consultations avec les coordonnateurs des groupes, où ces propositions, ainsi que d'autres présentées durant la phase de consultation, ont été soigneusement examinées et discutées. Dans un esprit de compromis, les groupes sont convenus du thème intitulé "Contribution des titulaires à l'application des droits et son coût, compte tenu de la recommandation n° 45 du Plan d'action de l'OMPI pour le développement". En réponse à la demande du coordonnateur du groupe des pays d'Asie et du Pacifique, les groupes sont ensuite convenus que l'ordre du jour de la cinquième session de l'ACE comporterait un point consacré à la détermination des éléments permettant de créer un environnement propice à la promotion du respect de la propriété intellectuelle d'une manière durable. Les détails concernant la série de consultations, ainsi que les propositions individuelles des groupes régionaux, figurent dans le document WIPO/GA/38/4 de l'OMPI.

B. Coordination et coopération internationales dans le domaine de l'application des droits de propriété intellectuelle

3. Durant la période examinée, l'OMPI a continué de coordonner les efforts internationaux visant à lutter efficacement contre la contrefaçon et le piratage; elle a également coopéré étroitement avec d'autres organisations internationales ainsi qu'avec le secteur privé à l'élaboration d'un certain nombre d'initiatives internationales en rapport avec les différents aspects de l'application des droits de propriété intellectuelle.

Congrès mondial sur la lutte contre le piratage et la contrefaçon

4. Le "Congrès mondial sur la lutte contre la contrefaçon et le piratage"¹, partenariat des secteurs public et privé fondé sur l'engagement mutuel et la reconnaissance que les deux secteurs doivent œuvrer ensemble pour trouver des solutions au problème de la contrefaçon et du piratage, offre un exemple notable de coopération internationale dans ce domaine. Organisé par l'OMPI, l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) et l'Organisation mondiale des douanes (OMD), en coopération avec la Chambre de commerce internationale (CCI), l'Association internationale pour les marques (INTA) et l'International Security Management Association (ISMA), ce congrès est devenu une structure internationale essentielle pour définir les stratégies de lutte contre la contrefaçon et le piratage, qui réunit des dirigeants politiques et chefs d'entreprise, des experts dans le domaine de l'application de la loi, des représentants du pouvoir judiciaire, du milieu universitaire et le secteur privé.

5. Le quatrième Congrès mondial sur la lutte contre la contrefaçon et le piratage, qui a eu lieu à Dubaï (Émirats arabes unis), du 3 au 5 février 2008, a été accueilli par l'Administration des douanes de Dubaï et l'OMD. Il a rassemblé plus de 1200 délégués représentant 90 pays qui ont échangé leurs données d'expérience et défini des mesures et solutions concrètes pour lutter plus efficacement contre la contrefaçon et le piratage. Ce congrès a été organisé sur cinq thèmes qui sont systématiquement apparus comme les domaines essentiels appelant des

¹ <http://www.ccapcongress.net/>.

mesures concrètes : coopération et coordination, législation et application des droits, renforcement des capacités, sensibilisation, ainsi que santé et risques en matière de sécurité. En outre, des séances spéciales ont permis de débattre des zones de libre-échange et les questions de transbordement, ainsi que la contrefaçon et le piratage sur l'Internet.

6. Depuis, la coopération avec INTERPOL, l'OMD et le secteur privé s'est poursuivie par l'intermédiaire du Groupe directeur du congrès mondial aux fins de l'organisation du cinquième Congrès mondial sur la lutte contre la contrefaçon et le piratage, qui doit être coorganisé par INTERPOL et l'Institut mexicain de la propriété industrielle (IMPI). Le cinquième Congrès mondial doit avoir lieu à Cancun (Mexique), du 1^{er} au 3 décembre 2009. Organisé pour la première fois aux Amériques sur le thème "*Effacer les frontières pour trouver et mettre en œuvre des solutions communes*", il s'appuiera sur les résultats obtenus lors des quatre premiers congrès et portera sur l'élaboration de solutions concrètes pour relever les défis actuels que représente la lutte contre la contrefaçon et le piratage dans le monde.

7. Le sixième congrès mondial sera accueilli par l'OMPI. À cet égard, il convient de noter que les activités de la Division de l'application des droits et des projets spéciaux sont guidées par l'objectif stratégique VI de l'OMPI - Coopération internationale pour le respect de la propriété intellectuelle, par l'objectif du programme 17 (Promouvoir le respect de la propriété intellectuelle), à savoir "Débats politiques éclairés et reposant sur des bases empiriques solides au niveau international pour contribuer à la création d'un environnement propre à promouvoir le respect de la propriété intellectuelle d'une façon durable et renforcement de la capacité des États membres en matière d'application efficace des droits de propriété intellectuelle aux fins du développement social et économique et de la protection des consommateurs", ainsi que par la recommandation n° 45 du Plan d'action de l'OMPI pour le développement.

8. Les résultats escomptés, ainsi que les indicateurs d'exécution et les objectifs du programme 17, élaborés en vue de faciliter la mise en œuvre de la recommandation n° 45 du Plan d'action de l'OMPI pour le développement, guideront les activités de la Division de l'application des droits et des projets spéciaux vers l'intégration du respect de la propriété intellectuelle dans les activités des organisations associées. Il est envisagé d'inscrire à l'ordre du jour du sixième congrès mondial organisé sur le thème "Promouvoir le respect de la propriété intellectuelle" les éléments que l'ACE aura définis comme faisant partie d'un environnement propice au respect de la propriété intellectuelle. Toutes les parties prenantes intéressées, y compris la société civile, seront invitées à participer aux délibérations.

9. Le Groupe consultatif de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur la contrefaçon et le piratage a sollicité des conseils et un apport de l'OMPI. Ce groupe continue de travailler sur un projet visant à évaluer l'incidence économique de la contrefaçon et du piratage et à mieux comprendre leurs effets sur les gouvernements, les entreprises et les consommateurs². En 2008, la phase I du projet, axée sur les produits tangibles qui enfreignent les droits de propriété intellectuelle, et la phase II, couvrant le piratage numérique, ont toutes deux été menées à terme. L'objectif de la phase III, en cours d'exécution, consiste à étudier l'incidence économique des atteintes à d'autres droits de propriété intellectuelle tels que définis dans l'Accord sur les ADPIC de l'OMC.

² http://www.oecd.org/document/50/0,3343,en_2649_34173_39542514_1_1_1_1,00.html.

10. Au cours de la période considérée, la coopération, notamment celle en relation avec les activités de formation et de sensibilisation à l'application des droits de propriété intellectuelle s'est poursuivie entre l'OMPI et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CENUE), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'IPR Business Partnership Group et l'initiative BASCAP (Business Action to Stop Counterfeiting and Piracy).

C. Assistance technique

Formation, approches stratégiques et sensibilisation

11. À sa quatrième session, le Comité consultatif sur l'application des droits a pris note du nombre considérable de missions d'experts, de voyages de formation ou d'études, séminaires, ateliers et autres activités de formation et de sensibilisation en rapport avec l'application des droits. Il a encouragé l'OMPI dans ses efforts et a recommandé au Secrétariat de poursuivre ces activités en coopération avec d'autres organisations et avec le secteur privé³.

12. Conformément à ce qui précède et en réponse à un grand nombre de demandes d'assistance présentées par les États membres, l'OMPI a continué à organiser des séminaires, des voyages d'étude, des colloques et des ateliers sur des questions déterminées relatives à l'application des droits de propriété intellectuelle ou de participer à de telles manifestations. Ces réunions ont notamment mis en présence des juges et des magistrats, des agents des services des douanes et de la police, des fonctionnaires d'offices de propriété intellectuelle, des conseils en propriété intellectuelle, des représentants de milieux d'affaires et des groupes de défense des consommateurs. Dans de nombreux cas les demandes d'assistance incluaient des consultations en matière de stratégie auprès des autorités concernées. Ces consultations ont souvent abouti à la formulation d'une approche stratégique en matière d'application des droits de propriété intellectuelle dans l'État membre concerné, visant à intégrer effacement les questions de propriété intellectuelle dans les politiques et les programmes nationaux conçus pour renforcer l'infrastructure et les institutions d'application des droits. De nombreuses réunions étaient organisées avec le concours d'États membres ou en coopération avec d'autres organisations gouvernementales et le secteur privé. Une liste complète des activités de formation et de sensibilisation relatives à l'application des droits entreprises par l'OMPI pendant la période considérée⁴ ainsi que des partenaires de coopération concernés figure à l'annexe du présent document.

13. L'OMPI a en outre entrepris une "étude comparative sur les besoins d'assistance technique en matière d'application des droits de propriété intellectuelle (mesures aux frontières) en Océanie". Le rapport vise à déterminer en détail les besoins en matière d'application de propriété intellectuelle, notamment en ce qui concerne les questions de transbordement, et servira de base à l'assistance technique que l'OMPI est susceptible de fournir en la matière. En outre les conclusions de l'étude ont été examinées dans le cadre de diverses rencontres de formation organisées dans d'autres pays.

Avis d'ordre législatif

14. Le Secrétariat de l'OMPI a continué, à la demande des États membres, de dispenser des avis juridiques sur les projets de réforme législative dans tous les domaines des droits de la propriété intellectuelle. Ce service incluait les avis sur la législation relative à l'application des

³ Paragraphe 10 du document WIPO/ACE/4/10..

⁴ De septembre 2007 à août 2009

droits de propriété intellectuelle en vue notamment de la mise en place de procédures et de moyens de recours civils, de sanctions pénales et de mesures à la frontière. Selon la demande reçue, cette assistance incluait également des conseils sur la compatibilité de tel ou tel projet de loi avec les obligations contractées en matière de respect de la propriété intellectuelle dans le cadre de l'accord sur les ADPIC et des traités gérés par l'OMPI, en tenant compte également des éléments de flexibilité que ces instruments pouvaient offrir. Les États membres désireux d'étudier ces possibilités d'assistance sont invités à soumettre leur demande au Secrétariat de l'OMPI.

D. Publications, échange d'informations

15. Compte tenu du succès rencontré par la publication n° 791E (WIPO Intellectual Property Enforcement Case Book), son auteur, le juge Louis Harms, président adjoint de la Cour suprême d'Afrique du Sud, a mis à jour la partie consacrée à la common law et a ajouté de plus amples références à l'évolution de la jurisprudence dans les pays suivant la tradition du droit romain. La deuxième édition a été publiée au cours du premier trimestre de 2009⁵.

16. Pendant la période considérée, l'OMPI a poursuivi ses activités tendant à fournir des informations sur le règlement des litiges relatifs à la propriété intellectuelle. Grâce à son site Web, l'OMPI facilite l'accès en ligne aux bases de données de jurisprudence en matière de propriété intellectuelle. Afin d'étoffer ce service, l'OMPI invite les membres et les observateurs du comité consultatif à communiquer toutes informations supplémentaires pertinentes.

17. La Division de l'application des droits et des projets spéciaux publie un bulletin électronique sur l'application des droits qui se veut une source d'information sur les faits nouveaux dans le domaine de l'application des droits de propriété intellectuelle aux niveaux national et international. Les membres et observateurs du comité consultatif sont invités à communiquer au Secrétariat toutes informations pertinentes qu'ils souhaitent voir figurer dans ces bulletins.

II. TRAVAUX FUTURS DU COMITÉ CONSULTATIF

18. À sa première session, le comité consultatif a arrêté une démarche thématique pour ses sessions, prévoyant la présentation d'exposés par des experts sur les thèmes retenus⁶. À cet égard, lors de sa deuxième session, le comité a analysé et examiné le rôle des autorités judiciaires et quasi-judiciaires, ainsi que du ministère public, dans les activités d'application des droits (y compris des questions connexes telles que les coûts de procédure)⁷. Il a examiné à sa troisième session la question de l'éducation et de la sensibilisation, y compris la formation, sur tous les facteurs relatifs à l'application des droits, en particulier ceux mentionnés dans les demandes d'assistance des États membres⁸. À sa quatrième session, le comité a examiné la coordination et la coopération aux niveaux international, régional et national dans le domaine de l'application des droits⁹ et, à la cinquième session, il s'est penché sur la question de "la contribution des titulaires à l'application des droits et son coût, compte tenu de la recommandation n° 45 du Plan d'action pour le développement de l'OMPI".

⁵ Publication OMPI 791/2.

⁶ Paragraphe 16 du document WIPO/ACE/1/7 Rev.

⁷ Documents de réunion à http://www.wipo.int/meetings/fr/details.jsp?meeting_id=5662

⁸ Documents de réunion à http://www.wipo.int/meetings/fr/details.jsp?meeting_id=9964

⁹ Documents de réunion à http://www.wipo.int/meetings/en/details.jsp?meeting_id=12802

19. Les délégations sont invitées à proposer des thèmes, conformément au point 7 de l'ordre du jour, qui seront examinés à la sixième session du comité consultatif, dans le cadre du mandat de cet organe¹⁰. Les délégations voudront peut-être examiner dans ce contexte les propositions soumises par les groupes régionaux lors du processus de consultation évoqué au paragraphe 2 ci-dessus.

20. Le comité consultatif est invité à prendre note des informations contenues dans le présent document et à examiner les propositions soumises au paragraphe 19 ci-dessus.

[L'annexe suit]

¹⁰ L'alinéa ii) du paragraphe 114 du document WO/GA/28/7 est ainsi libellé : "Le mandat de ce comité dans le domaine de l'application des droits, qui exclut l'établissement de normes, se limite à l'assistance technique et à la coordination. Le comité devra se concentrer sur les objectifs suivants : coordination avec certaines organisations et le secteur privé pour lutter contre la contrefaçon et la piraterie; éducation du public; assistance; coordination en vue de l'organisation de programmes de formation nationaux et régionaux à l'intention de toutes les parties prenantes et échange d'informations sur les questions relatives à l'application des droits grâce à la mise en place d'un forum électronique".

ANNEXE

**LISTE DES ACTIVITÉS DE FORMATION ET DE SENSIBILISATION
DANS LE DOMAINE DE L'APPLICATION DES DROITS DE
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE, SEPTEMBRE 2007 – AOÛT 2009**

- Workshop on Enforcement of IPRs in cooperation with the IPO/Police of the Government of Sudan, Khartoum (Soudan), 2 au 5 septembre 2007;
- Malaysian Judiciary Annual Conference, Kuala Lumpur (Malaisie), 9 septembre 2007;
- Seminar on Enforcement of IPRs for Members of the Judiciary, Santiago (Chili), 10 et 11 septembre 2007;
- Two National Seminars on the SILK Project (EU-Thai fight against counterfeiting) organized by the Thai-Italian Chamber of Commerce, Bangkok (Thaïlande), les 10 et 11 septembre et du 12 au 14 septembre 2007;
- Cooperation with Technical Assistance Information Exchange Office (TAIEX) of the E.U. : Seminar on IPRs, Podgorica (Monténégro) 4 et 5 octobre 2007;
- WIPO National Seminar on Enforcement of IPRs for Police Officials, Colombo (Sri Lanka), 15 et 16 octobre 2007
- WIPO Roundtable on Cooperation among Law Enforcement Agencies, Colombo (Sri Lanka), 17 octobre 2007;
- WIPO National Seminar on Enforcement of IPRs for Customs Officials, Colombo (Sri Lanka), 18 et 19 octobre 2007;
- WIPO Colloquium for Law Enforcement Officials, in cooperation with the Swiss Federal Institute of Intellectual Property and Swiss Customs, Genève; Berne; Zurich (Suisse), 29 octobre au 2 novembre 2007;
- Fourth Session of the WIPO Advisory Committee on Enforcement (ACE), OMPI, 1^{er} et 2 octobre 2007;
- WIPO National Workshop on Enforcement of IPRs and Public Health, Lilongwe (Malawi), 7 et 8 novembre 2007;
- WIPO National Seminar on Intellectual Property for Judges, in cooperation with the Ministry of Commerce & Industry and the Ministry of Justice of Oman (Oman), 12 et 13 novembre 2007;
- WIPO/OEPM/EPO Sixth Regional Seminar on IP for Judges and Prosecutors from Latin America, Madrid (Espagne), 12 au 16 novembre 2007; Munich (Allemagne), 19 au 23 novembre 2007;
- Regional Conference on Intellectual Property Enforcement, in partnership with the University of Kwazulu, Durban (Afrique du Sud), 20 au 22 novembre 2007;
- International Conference on Fakes and Globalization : A Challenge to be won, organized by the Italian government, Rome (Italie), 3 et 4 décembre 2007;
- WIPO National Seminar for Romanian Judges : Enforcement of IPRs, Bucarest (Roumanie), 3 et 4 décembre 2007;
- Atelier sous-régional OMPI/OAPI/INPI (France) sur l'application des droits de propriété intellectuelle à l'intention des magistrats des pays d'Afrique francophone, Yaoundé (Cameroun), 4 au 6 décembre 2007;
- WIPO Asia and the Pacific Sub-regional Workshop on the Effective Enforcement of IPRs, in cooperation with the State IP Office (SIPO) of the People's Republic of China and with the assistance of the Japan Patent Office (JPO), Beijing (Chine), 13 et 14 décembre 2007;

- APEC IPR Workshop on Using Market Research to Develop IPR Campaigns, Singapour, 12 au 14 décembre 2007;
- WIPO Colloquium on Intellectual Property Rights for Judges from Thailand, Genève (Suisse), 17 au 19 décembre 2007;
- WIPO Asia-Pacific Regional Symposium on the Protection and Enforcement of IPRs in Combating Counterfeiting and Piracy, Kuala Lumpur (Malaisie), 24 et 25 janvier 2008;
- IPR Business Partnership Meeting, Prague (République tchèque), 15 janvier 2008;
- Italian Institute for Foreign Trade (ICE) Intellectual Property Advanced Training Courses, Milan (Italie), 11 février 2008;
- G-8 Intellectual Property Rights Expert Group Meeting, Tokyo (Japon), 19 février 2008;
- Global Secure Summit (Brand Enforcement and Protection), Vienne (Autriche), 22 février 2008;
- JPO-WIPO Training Course on the Enforcement of Intellectual Property Rights, Tokyo (Japon), 25 au 29 février 2008;
- First International Forum on Intellectual Property, organized by the Mexican IP Office (IMPI), the College of Magistrates & Judges of the Judicial Power & the National Copyright Institute (INDAUTOR), Cancun (Mexique), 26 au 29 février 2008;
- International Chamber of Commerce (ICC) & Business Action to Stop Counterfeiting and Piracy (BASCAP) CEO Global Leadership Group Meeting, New York (États-Unis d'Amérique), 3 mars 2008;
- WIPO study visit for Albanian Enforcement Officials, Bucarest (Roumanie), 17 au 21 mars 2008;
- IPR Business Partnership Meeting, Amsterdam (Pays-Bas), 27 mars 2008;
- G-8 Intellectual Property Rights Expert Group Meeting; consultations with Japanese authorities, Tokyo (Japon), 10 et 11 avril 2008;
- European Commission High Level Conference on Counterfeiting, Bruxelles (Belgique), 13 mai 2008;
- 2008 International Anti-Counterfeiting Coalition (IACC) Spring Conference, Berlin (Allemagne), 14 et 16 mai 2008;
- Second International IP Crime Conference; Interpol IP Crime Action Group meeting, Halifax (Canada), 24 au 27 juin 2008;
- IPR Business Partnership Group Meeting, UN, Genève (Suisse), 2 juillet 2008;
- United Nations Economic Commission for Europe (UNECE) Meeting of the Team of Specialists on IP (TOS-IP), UN, Genève (Suisse), 2 au 4 juillet 2008;
- United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD)/International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD) Conference on the Global IP Enforcement Debate, UN, Genève (Suisse), 17 juillet 2008;
- IPR Business Partnership Group Meeting, Londres (Royaume-Uni), 13 octobre 2008;
- IP Rights Enforcement Officer Training in the European region by USPTO, Budapest (Hongrie), 14 au 16 octobre 2008
- 16th Meeting of the Interpol Intellectual Property Crime Action Group (IIPCAG), Rome (Italie), 29 octobre 2008;
- Conference on Brand Protection, Amsterdam (Pays-Bas), 4 et 5 novembre 2008;
- Meeting with the International Publishers Association (IPA), Genève (Suisse), 26 mars 2009;
- Interregional Judges' Colloquium, Khartoum (Soudan), 14 au 16 avril 2008;
- International High-level Symposium on Judicial Protection of Intellectual Property Rights, Beijing (Chine), 15 et 16 avril 2008;

- Colloquium on “Professional Practice of Lawyers in and before International Organizations” and “Specialist Course on IP Rights”, Mexico (Mexique), 17 au 19 avril 2008;
- G8 Intellectual Property Experts Group (IPEG) Meeting, Rome (Italie), 27 et 28 avril 2009;
- Study Visit from Students of the WTO Course on Economic Policies, Genève (Suisse), 9 juin 2008;
- WIPO-USPTO Regional Conference on the Law and Enforcement of Copyright, Rabat (Maroc), 10 au 12 juin 2008;
- WIPO-USPTO Seminar on the Law, Policy & Enforcement of Intellectual Property, Abuja (Nigéria), 24 au 26 juin 2008;
- WIPO Back-to-Back National Workshops on the Protection of IP Rights for Enforcement Officials; 1) Saint-Vincent-et-les-Grenadines, 26 et 27 juin; 2) Grenade, 30 juin et 1^{er} juillet 2008;
- WIPO-WTO Colloquium for Teachers of IP, Genève (Suisse), 9 juillet 2008
- Series of Seminars on Copyright and Related Rights for Judges, Magistrates, Prosecutors and the Judicial Police, Guayaquil, Cuenca, Quito (Équateur), 8 au 11 juillet 2008;
- WIPO-USPTO Consultation Workshop on the Enforcement of IP Rights Within the Southern African Development Community (SADC) in cooperation with the SA Department of Trade and Industry, Pretoria (Afrique du Sud), 10 et 11 juillet 2008;
- WIPO Academy Summer School on IP, Genève (Suisse), 14 au 25 juillet 2008
- WIPO Study Visit by Senior Officials from the Sudanese Center for IP Studies, Genève (Suisse), 4 septembre 2008
- WIPO Asia and the Pacific Regional Workshop on Effective Enforcement of IP Rights : Strengthening Border Measures, Bangkok (Thaïlande), 8 au 10 septembre 2008;
- National Seminars “Observancia de los Derechos de Propiedad Intelectual” (Enforcement of IP Rights) for Judges and Police Officers, Santiago (Chili), 9 et 10 septembre 2008;
- International Conference “Fighting Against Piracy”, Bucarest (Roumanie), 16 septembre 2008;
- WIPO Study Visit from the Dubai Chamber of Commerce and Industry, Genève (Suisse), 17 septembre 2008;
- Sub-regional WIPO-INDECOPI-USPTO Seminar on Border Enforcement of IP Rights, Lima (Pérou), 29 au 31 octobre 2008;
- WIPO Study Visit by High Level Officials from Yemen, Genève (Suisse), 5 novembre 2008;
- Regional Conference on IP Enforcement in the Digital Age, Le Caire (Égypte), 9 au 11 novembre 2008;
- WIPO Seminar on IP for Journalists, Genève (Suisse), 10 au 13 novembre 2008;
- Visit by Geneva Master in International Dispute Settlement (MIDS), Genève (Suisse), 18 novembre 2008;
- WIPO Study Visit by High Level Policy Makers from Afghanistan, Genève (Suisse), 20 novembre 2008;
- WIPO-USPTO Sub-regional Symposium on Enforcement of IP Rights, Sofia (Bulgarie), 27 et 28 novembre 2008;
- WIPO-SCIPS Training Program on IP for Small and Medium-Sized Enterprises, Genève (Suisse), 28 novembre 2008;
- JPO-WIPO Regional Training Course on the Enforcement of IPRs; Tokyo (Japon), 8 au 19 décembre 2008;

- WIPO Malaysian National Seminar on Counterfeit Medicines and Public Health, Kuala Lumpur (Malaisie), 22 et 23 décembre 2008;
- Commonwealth consultative Meeting on Cooperation on the Enforcement of Intellectual Property Rights, Belize City (Belize), 24 au 26 mars 2009;
- WIPO National Workshop for the Judiciary, Police and Customs on the Enforcement of Intellectual Property Rights, in cooperation with the State Agency on IP of the Republic of Moldova (AGEPI), Chisinau (République de Moldova), 7 et 8 avril 2009;
- Study Visit from the State Administration of Radio, Film and Television of China (SARFT), Genève (Suisse), 28 avril 2009;
- Consultation meetings on EC-WIPO Project to determine the assistance required on enforcement by Bangladeshi authorities, Dacca (Bangladesh), 4 au 7 mai 2009;
- WIPO Conference on Enforcement of Copyright in cooperation with the Nigerian Copyright Commission (NCC), Abuja (Nigéria), 5 et 6 mai 2009;
- Regional IP Enforcement Program for Southern Africa under the US Department of Commerce with the assistance of the USPTO, in cooperation with the Department of Trade and Industry (the dti), Le Cap (Afrique du Sud), 13 au 15 mai 2009;
- Study Visit of High-Level Policy Makers from Nepal, Genève (Suisse), 3 au 5 juin 2009;
- Seminar for students from the Washington College of Law, Genève (Suisse), 5 juin 2009;
- Seminar on Industrial Property, Genève (Suisse), 10 au 12 juin 2009;
- Meeting of the IPR Business Partnership, Paris (France), 17 juin 2009;
- Study visit of Master of Trainers on Intellectual Property Enforcement from Vietnam, Genève (Suisse), 29 juin 2009
- WIPO-WTO Colloquium for Teachers of IP, Genève (Suisse), 2 juillet 2009;
- WIPO Summer School, Genève (Suisse), 15 juillet 2009
- APEC-ASEAN-USPTO Workshop on Effective Practices in the Border Enforcement of IPRs, Honolulu (Hawaii), 20 au 23 juillet 2009.

[Fin de l'annexe et du document]